

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49124 Saint-Barthélemy-D'anjou

Saint-Barthélemy-D'anjou, le  
13 avril 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU**

54 avenue de l'Atlantique  
CS 50309  
53000 Laval

Références : 2026-203\_INSP\_RAP\_AS\_PGLA Entrammes  
Code AIOT : 0006300457

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2026 dans l'établissement PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU implanté Les Pommeraies 53260 Entrammes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite a été conduite en complément de celle du 12/12/2025 et de la préparation des éléments de réponses la concernant ainsi que des porter à connaissances (PAC).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU
- Les Pommeraies 53260 Entrammes
- Code AIOT : 0006300457
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière de roches massives

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion des eaux de la centrale à béton	Arrêté Préfectoral du 06/08/2024, article 1.5.2, 6.3.2 et 6.3.5.3	Sans objet
2	Limites de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 06/08/2024, article 1.2.3 et 1.2.4	Sans objet
3	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 06/08/2024, article 2.2, 6.3.6.1, 6.3.6.2, 6.3.7, 6.3.9 et 6.3.8	Sans objet
4	Mares à batraciens	Arrêté Préfectoral du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		06/08/2024, article 3.3.3.1	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite de suivi a été conduite à la demande de l'exploitant recherchant à présenter son projet de gestion des déchets inertes. Elle a également été l'occasion de revenir sur plusieurs points de contrôles évoqués au cours de l'inspection du 12/12/2025 qui appelaient des questions de sa part ou vis-à-vis desquels un point d'avancement était souhaité.

Ce rapport de visite venant compléter celui du 14/01/2026, ne sont ici abordés que les aspects complétés. Les éléments de réponse en préparation de l'exploitant devront aux deux rapports.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Gestion des eaux de la centrale à béton

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/08/2024, articles 1.5.2, 6.3.2 et 6.3.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements et consommations d'eau de la centrale à béton
<p><b><u>Prescriptions contrôlées</u> – Art. 1.5.2 – Prise en compte des installations soumises à enregistrement, déclaration ou non classées</b></p> <p>[...] L'exploitation des installations enregistrées ou déclarées respectent leurs Arrêtés Ministériels de Prescriptions Générales (AMPG) respectifs qui ne font l'objet d'aucun aménagement de leurs prescriptions, sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux prescriptions de cet arrêté [...]</p> <p><b>Art. 6.3.2 – Prélèvements et consommations d'eau</b></p> <p>Les points de prélèvement, dont les eaux potables comme les eaux d'exhaure et de ruissellement en fond de fouille, ainsi que tous les postes de consommation et d'utilisation d'eaux ([...] centrale à béton, lavage des véhicules...) disposent de compteurs totalisateurs des quantités prélevées ou utilisées. Ces dispositifs sont relevés a minima selon une fréquence mensuelle. Ces résultats sont enregistrés.</p> <p>[...] Les autres postes de consommation sont couverts par les eaux collectées dans la fosse d'extraction, dont [...] les appoints des besoins de la centrale à béton (2 000 m³/an) [...]</p> <p><b>Art. 6.3.5.3 – Eaux de lavage des matériaux</b></p> <p>Les circuits des eaux utilisées pour les lavages des matériaux extraits et pour la centrale à béton, dont le lavage des sables et la fabrication de bétons, fonctionnent en circuit fermé et ne procèdent à aucun rejet dans le réseau de collecte de la carrière.</p> <p><b><u>Constat</u></b> – Une incompréhension est relevée quant à la réglementation applicable au fonctionnement de la centrale à béton. Cette dernière est exploitée par la société PIGEON BETON, appartenant au même Groupe industriel que l'exploitant de la carrière, mais d'une raison sociale différente de ce dernier.</p> <p>Compte tenu de l'intégration de la centrale d'enrobage dans le périmètre d'autorisation de la carrière et son intégration dans le dossier de demande d'autorisation qui a conduit à établir l'arrêté préfectoral du 06/08/2024, l'administration considère que la société PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU est la seule responsable de l'ensemble des activités exercées. Ainsi, la société PIGEON BETON n'est pas connue de l'administration, au titre des installations classées sur le site des « Pommeraies ».</p> <p>Ainsi, la centrale à béton est réglementée par l'arrêté d'autorisation du 06/08/2024 pour les prescriptions qui lui sont applicables, au même titre que les autres activités connexes recensées dans le périmètre de la carrière.</p>

Comme le prescrit l'art. 1.5.2 référencé de l'arrêté cité, les prescriptions de l'arrêté ministériel du 26/11/2011 s'appliquent tant qu'elles ne sont pas contraires aux autres prescriptions de l'arrêté d'autorisation du 06/08/2024. Ainsi et, contrairement à ce qui est annoncé par son exploitant, la centrale à béton doit être exploitée conformément aux prescriptions des articles 6.3.2 et 6.3.5.3 référencés, c'est à dire en circuit fermé et non selon les seules dispositions de l'arrêté ministériel du 26/11/2011.

**Par conséquent, la non-conformité constatée le 12/12/2025 est persistante.**

L'inspection des installations classées a donc confirmé sa demande à l'exploitant de procéder à la mise en circuit fermé de la circulation des eaux industrielles de la centrale à béton en insistant sur le fait que cette non-conformité ne pourrait pas être de nouveau constatée sans que des suites ne soient engagées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Limites de l'autorisation

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/08/2024, articles 1.2.3 et 1.2.4

**Thème(s) :** Situation administrative, Limites de l'autorisation

**Prescriptions contrôlées – Art. 1.2.3 – Limites de l'autorisation**

**Art. 1.2.4** – Le site produit également des bétons prêts à l'emploi à hauteur de 23 500 t/an et accueille des matériaux d'origines extérieures à hauteur de 100 000 t/an de matériaux à recycler, de 30 000 t/an de matériaux de négoce, de 11 000 t/an de sables et fillers pour alimenter la centrale à béton ainsi que 50 000 t/an de déchets inertes pour le remblaiement partiel de la fosse d'extraction.

### Les raisons de l'augmentation de la collecte des déchets inertes

Depuis la transmission début 2026 du rapport de la visite du 12/12/2025, l'exploitant fait évoluer sa gestion des inertes. Jusqu'à présent, le site des Pommeraies accueillait sur les secteurs Nord et Est des matériaux visant à constituer des merlons d'isolement le long de la RD 962 (ex RN 162), une partie d'entre eux provenant de l'extérieur, notamment des chantiers TP des autres entreprises du Groupe industriel. **L'exploitant indique imposer à ses équipes de TP la traçabilité de leur élimination et la régularité des exutoires utilisés.**

Cette politique en cours de déploiement a pour conséquence directe une nette augmentation des collectes d'inertes déclarées au Groupe en sortie de chantiers et, considérant le nombre limité d'installations proches de Laval susceptibles de les accueillir, tend à expliquer les dépassements soudains des reprises par la carrière d'Entrammes.

Dans ce contexte, l'exploitant reconnaît ne pas avoir maîtrisé ces apports au cours des exercices 2024 et 2025. Il précise que sa demande d'autorisation, rédigée en 2023, n'a pas anticipé ces entrées.

### La situation de la carrière d'Entrammes

Jusqu'à présent, les reprises d'inertes permettaient principalement de construire des merlons d'intégration et de protection de la carrière, notamment l'ouvrage Sud qui l'isole du bourg d'Entrammes. A date, sa construction est quasi-achevée (1 année restante de capacité de stockage). La carrière n'a donc plus de besoin d'aménagement en dehors de quelques comblements encore identifiés ou la réalisation de la rampe technique de remontée des matériaux lorsque le traitement primaire aura été déplacé dans la fosse (cote – 30 m).

Le renouvellement et l'extension de la carrière ayant été acquis par approfondissement, la question de son réaménagement ne se posera pas à court terme.

### Les perspectives de recyclage des déchets inertes

L'évolution de la politique de gestion des déchets inertes évoquée s'accompagne d'un volet valorisation d'une partie des entrants au même titre que les déchets de chantiers (blocs de béton

de déconstruction). Les équipements nécessaires à leur recyclage sont quasiment les mêmes et bien connus des carrières (cribles, concasseurs, engins de chantiers...).

Ainsi, le Groupe PIGEON voit, en ces déchets inertes, une source de matières premières secondaires qui va lui permettre d'économiser les ressources de ses carrières. Les essais, conduits pour évaluer l'intérêt de cette filière, ont été présentés en séance. Par contre, le traitement des seuls intrants n'assure pas la viabilité économique de cette filière, en termes de personnels et de matériels mobilisés. Aussi, l'exploitant a pris le parti de reprendre les inertes déjà entreposés sur le merlon pour en extraire la fraction valorisable. Ces opérations vont se réaliser par palier à partir du sommet du merlon, ce qui aura pour effet de diminuer progressivement sa hauteur, répondant de manière concomitante à la prescription le limitant à 75 m NGF et à la demande de certains riverains, membres de la CLCS, qui s'expriment régulièrement en faveur de la limitation de sa hauteur.

**En séance, les premières opérations dont un front de près de 2,5 m ont été constatées ainsi que des stocks de cailloux en attente d'enlèvement à proximité immédiate.**

#### **Gestion de la période intermédiaire**

Pour la gestion immédiate de cette situation, l'exploitant a indiqué avoir engagé la rédaction d'un PAC (porté à connaissance) visant à le mettre en conformité notamment avec la quantité d'inertes réceptionnée qu'il souhaite porter à 80 000 t/an (pour les 50 000 t/an actuellement autorisées). La valorisation de la fraction entrante réduira les quantités stockées, comme des matériaux déjà entreposés.

La gestion des inertes au travers de ce PAC est fixée pour une durée de 2 ans au-delà de laquelle la carrière aura épuisé ses capacités de stockages (merlon Sud malgré les valorisations, secteur Sud-Sud-Ouest et rampe de descente du primaire). L'exploitant prévoit le passage d'un géomètre pour mesurer la cubature des déchets.

**L'inspection des installations classées reste dans l'attente de la remise de ce PAC dont l'objectif reste de permettre le déploiement d'une solution de plus long terme et la résorption des non-conformités constatées sur le sujet.**

#### **Solution technique définitive de gestion des inertes**

L'exploitant envisage de pérenniser la gestion de ces inertes selon le principe évoqué, ce projet comprendra une étape d'extraction de leur part valorisable et une installation de stockage de déchets inertes (ISDI) pour l'entreposage des ultimes. La part valorisée sera entreposée sur la zone actuelle de dépôt des matériaux de carrière en attente de commercialisation. En séance, l'exploitant a indiqué que ces matières premières secondaires s'écoulaient sans difficulté.

**Ce projet permettra d'économiser les gisements naturels, de respecter les obligations faites par la Loi AGECE et aller au-delà des obligations faites par la REP bâtiment qui ne concernent que les déchets issus de la déconstruction. En outre, il mettra à disposition des acteurs économiques (essentiellement le Groupe PIGEON) un exutoire qui limitera l'apparition potentielle de dépôts sauvages.**

#### **Présentation sommaire de l'organisation technique, réglementaire et administrative du projet**

L'implantation géographique du projet se fera dans la continuité du périmètre autorisée de la carrière, dans les secteurs Sud-Sud-Ouest, sur un terrain de 5 ha, hors périmètre carrière, qui appartient au Groupe PIGEON. Selon le projet tel qu'actuellement envisagé :

➤ sur le plan technique, cette ISDI :

- se substituerait, aux stockages des secteurs Nord et Est exploitées pour construire des merlons périphériques et des autres espaces encore utilisés ;
- serait exploitée par verse à l'avancement en prenant appui sur les merlons historiques de la carrière auxquels elle viendrait s'adosser ;
- disposerait, pour seuls autres équipements, d'une plate-forme tampon des entrants et d'une unité de concassage-criblage pour extraire la fraction valorisable des déchets ;

- adresserait les inertes valorisables à la carrière, pour massification, pour ne conserver que les ultimes qui seraient mis en dépôt ;
  - réceptionnerait la totalité des inertes venant de l'extérieur qui transiteraient par la carrière, seule voie d'accès à l'ISDI, ce qui lui permettrait de disposer des moyens existants de la carrière pour la gestion des déchets (pesage, enregistrements, contrôles) ;
- sur le plan réglementaire, cette installation :
- relèverait du régime de l'enregistrement sous la rubrique 2760 (ISDI) et des rubriques 2515 (concassage) et 2517 (stockages d'inertes), probablement sous le régime de la déclaration ;
  - nécessiterait une modification du PLU ;
- sur le plan administratif, l'exploitant ne souhaite pas intégrer cette ISDI au périmètre d'autorisation de la carrière.

**En première approche, l'exploitant propose que son projet suive une procédure d'enregistrement afin d'obtenir une autorisation indépendante de celle de la carrière, justifiée par la provenance des déchets (sans lien avec les productions de la carrière) et l'absence de besoin d'aménagement de cette dernière. En outre, la capacité d'accueil de l'ISDI, au rythme de 80 000 t/an est annoncée pour une durée de 10 ans.**

L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant à être tenue informée de l'avancement de ce projet et reste dans l'attente de la transmission des PAC évoqués.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Prévention de la pollution de l'eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/08/2024, articles 2.2, 6.3.6.1, 6.3.6.2, 6.3.7, 6.3.9 et 6.3.8

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets d'eau dans le milieu naturel

**Prescriptions contrôlées – Art. 2.2** – Maintenance des installations de traitement (séparateur d'hydrocarbures)

**Art. 6.3.6.1** – Maîtrise des débits

**Art. 6.3.6.2** – Caractéristiques des effluents

**Art. 6.3.6.3** – Conditions de rejets et contrôles trimestriels

**Art. 6.3.7** – Surveillance de la Jouanne

**Art. 6.3.9** – Synthèse de la surveillance dans l'eau

**Art. 6.3.8** – Surveillance de la nappe et des eaux souterraines

**Art. 2.2** – L'exploitant indique compléter la surveillance périodique de l'état d'encrassement du séparateur par l'ajout d'un onglet relatif à l'examen régulier, visuel, de l'équipement rendant compte de l'exécution de rondes périodiques (pour rappel, l'analyse de ses rejets faite en 2025 a révélé une concentration < 0,5 mg/l d'hydrocarbures totaux, conforme) → **Pourra être vérifié à l'occasion d'une visite ultérieure.**

**Art. 6.3.6.1** – Les restitutions à « La Jouanne » étaient estimées à 352 000 m<sup>3</sup>/an dont 86 400 m<sup>3</sup> d'eaux météoriques pour une surface captée de près de 30 ha selon le DDAE 2021 et mesurées à 240 000 m<sup>3</sup>/2022 et 370 000 m<sup>3</sup>/2023. L'arrêté de 2024 a fixé le volume restitué à 381 000 m<sup>3</sup>/an, tenant compte d'un ajustement de 10 % du volume nominal pour prendre en compte l'augmentation des précipitations.

Les mesures effectuées en 2024 rendent compte d'un volume restitués de 467 327 m<sup>3</sup>. Même si l'exploitant dispose d'une capacité d'étalement du rejet, par une augmentation de sa durée, lui permettant de respecter le débit fixé par le SDAGE, le volume restitué s'avère très supérieur à celui

apprécié dans l'étude d'impact. Aussi, il est attendu une analyse des incidences sur le milieu de cette pluviométrie exceptionnelle d'autant que l'approfondissement programmé de la carrière est de nature à amplifier ce phénomène → **Préalablement à l'analyse évoquée, l'exploitant a proposé d'affiner la connaissance de la pluviométrie locale par la pose d'un pluviomètre.**

**Art. 6.3.6.1, 6.3.6.2 et 6.3.9** – Le report du débit de rejet comme la mesure de la couleur figureront dans les bordereaux des prochaines analyses de surveillance des rejets → **Vérifiable. L'état d'encrassement du canal venturi sera également à contrôler (végétation).**

**Art. 6.3.8** – La surveillance des eaux souterraines est réalisée selon le rythme prescrit (semestrielle), initialement à partir d'un piézomètre et deux puits dont un s'est effondré sur lui-même, réduisant d'autant le nombre de points de contrôles → **Compte-tenu de la proximité de « La Jouanne », l'exploitant a accepté de renforcer la surveillance de ce milieu par la pose de 2 piézomètres supplémentaires en amont et en aval de la carrière (recherche de pertes d'eau qui s'écouleraient dans la fosse).**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Mares à batraciens

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/08/2024, article 3.3.3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mesures de compensation

**Prescription contrôlée** – [...] Pour la Rainette verte et la Grenouille rieuse, la mare créée est éloignée de la route nationale et implantée, à l'intérieur d'un fourré arboré à moins de 200 m de « La Jouanne ». Son creusement prévoit des profondeurs variées, voire irrégulières, avec des berges à pentes douces et progressives (moins de 3 pour 1) ou avec des paliers et des secteurs plus profonds (1,75 m maximum) [...]

Deux mares visant à favoriser la reproduction des batraciens ont été construites dans des zones délaissées de l'exploitation, désormais réservées au développement des intérêts naturels, en compensation de mares qui seront à termes détruites par l'avancement des extractions.

Après plusieurs essais infructueux de construction des mares en raison des difficultés rencontrées à les maintenir en eau, l'exploitant a retravaillé leur constitution en ajoutant une membrane bentonitique en complément d'une couverture d'argiles → **L'efficacité de ces modifications pourra être évaluée lors de la prochaine visite sur la base du compte-rendu d'exécution des travaux.**

Ces mares ont été réaménagées (vues en séance). L'exploitant transmettra le descriptif de leur construction.

**Type de suites proposées :** Sans suite